

Procès des tortures : prochaine audience le 29 mars

(Lire en page 2.)

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél. : ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 F ; 6 mois : 600 F ; 3 mois : 350 F
Étranger : 1 an : 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Édition et Librairie 6032-01 Paris

Table ronde ou lutte contre le patronat et son régime

MM. Gaillard-Pimlin avaient bien délimité les choses avant la réunion de la « table ronde économique ». Aucune augmentation de salaires, offensive contre le niveau de vie

des masses ; voilà le programme de M. Villiers, adopté d'enthousiasme par le gouvernement.

Donc, les dirigeants syndicaux ont accepté de participer, en toute connaissance de cause, à une conférence dont l'objet était parfaitement défini par « France-Soir » du 25 mars 1958 en ces termes :

« Le gouvernement veut convaincre les syndicats : une hausse des salaires compromettrait l'amélioration (encore fragile) de notre commerce extérieur, et la stabilisation des prix. »

Que les dirigeants de la C.F.T.C. participent avec allégresse à de telles manœuvres anti-ouvrières, cela n'a pas énormément d'intérêt. L'importance donnée à la C.F.T.C. n'est que le fruit d'une campagne de presse bien orchestrée, et de la division syndicale, qui ont permis à une organisation n'ayant que des assises limitées d'« arbitrer » — au profit du patronat — les différents qui existent au sein de la classe ouvrière française. Par ses principes, par sa nature, par la place occupée dans la lutte de classes, la C.F.T.C. est une centrale qui rassemble en général des travailleurs qui n'ont pas encore acquis une véritable conscience de classe, des travailleurs pour qui l'union des classes sous le voile du christianisme demeure encore l'idéal.

Si rien ne distingue Bothoreau de Bouladoux quant à l'orientation, la C.G.T.-F.O. qu'il dirige est une centrale d'une toute autre nature. Les travailleurs y adhèrent en vue de lutter « pour la suppression du salariat et du patronat » ; ils prennent leur carte syndicale à F.O., en ayant conscience de l'antagonisme irréductible de leurs intérêts avec ceux de la classe bourgeoise.

C'est dire combien Bothoreau avilit la fonction qu'il remplit en acceptant de siéger à Matignon avec les patrons et le gouvernement sur un programme de travail qui ne vise qu'à trouver les moyens de bloquer l'action légitime des travailleurs pour leur salaire.

Les dirigeants de la C.G.T. n'ont pas été convoqués à la sainte table de la collaboration des classes. Ils s'en plaignent. D'autres avec eux, qui, selon « Le Monde », organe de la bourgeoisie « intelligente », assez intelligente pour comprendre qu'elle ne survit que grâce à l'appui accordé par les dirigeants stalinien au régime capitaliste, ne comprennent pas :

« Une fois encore la chaise est vide, celle des interlocuteurs de la C.G.T., qui tiennent bien leur place, aux côtés de la C.F.T.C. et de la C.G.C., à la table ronde des cheminots. »

La « table ronde » de la S.N.C.F. n'a pas d'autre raison d'être que la « table ronde intercorporative » de M. Gaillard : amuser les chemi-

nots, les troubler, leur interdire les formes et les moyens d'un combat efficace. La C.G.T. y tient bien sa place, pourquoi n'en ferait-elle pas autant à Matignon ? demande « Le Monde ».

C'est bien vrai : en sabotant ouvertement la grève déclenchée par les autonomes, les dirigeants de la C.G.T. de la C.F.T.C. de F.O., espéraient, en portant un rude coup à la combativité spontanée des cheminots, reprendre en mains une corporation qui menace d'engager des actions « incontrôlées » — comme ils disent ; des actions qui visent à arracher la satisfaction des revendications, sans aucun égard pour « l'amélioration (encore fragile) de notre commerce extérieur », comme on dit à la table ronde de Matignon — le commerce extérieur des capitalistes, pour accroître les profits capitalistes.

La hausse des prix, la baisse du pouvoir d'achat pèsent de plus en plus lourdement sur les travailleurs. Le chômage qui s'annonce ne fera qu'accroître la misère. À ces problèmes, il est impossible de trouver une solution avec les pa-

trons et leur gouvernement, avec une politique de collaboration de classes. Ils ne peuvent trouver de solution que par un combat d'ensemble des travailleurs, livré sur un programme qui ne tiendra compte que de la nécessité d'améliorer le niveau de vie ouvrier.

Il n'y a pas d'autre voie : ou conférence de la Table Ronde, fauteuils et tapis verts, ce qui signifie la misère ; ou lutte contre le patronat et son régime et satisfaction des revendications.

Victor LEPAGE.

Après le meeting du 18 mars...

Le mardi 18 mars, la foule des « grands jours » se pressait au Vel d'Hiv pour assister au meeting antistalinien organisé par le Parti Communiste Français avec le soutien de l'Union Progressiste et de l'Union de la Gauche Socialiste. Ce fut certes un « grand Vel d'Hiv » puisque environ 20.000 Parisiens s'y rendirent, mais ce ne fut pas un grand jour.

Le meeting se déroula tranquillement ; dehors, les C.R.S. veillaient et, salle Pleyel, les délégués de la reconquête coloniale applaudissaient à tout rompre une belle brochette d'ultras (dont André Morice, membre du groupe radical dissident, l'un des partis conviés par le P.C.F. à « s'unir pour la défense de la République »).

La soirée terminée, chacun rentra chez soi, C.R.S. compris, et Monsieur Gaillard put se féliciter d'avoir maintenu l'ordre et défendu les libertés (y compris

celle de réunion puisque les deux meetings « extrémistes » s'étaient tenus) et d'avoir rétabli l'autorité de l'État, bien compromise ces derniers temps.

ON NE SAIT JAMAIS...

Et pourtant, indépendamment du caractère qu'ont voulu lui donner et que lui ont donné ses or-

F. FORGUE.

(Suite page 2).

D'une « information » à une « déclaration »

NOTRE excellent confrère « Le Monde », seul de toute la presse du soir, publiait, mercredi dernier, une « information » suivant laquelle un certain Benghazi Chaik avait fait une « déclaration » accusant les trotskystes de tous les

crimes possibles contre le peuple algérien.

Connaissant l'objectivité du très libéral directeur du « Monde », nous nous attendions à voir toute la presse reprendre cette information. Le lendemain, les jours suivants : rien. Nous nous som-

mes, en conséquence, enquis au sujet de la dépêche « Associated Press » émanant des bureaux de Bruxelles de cette agence. Et nous avons appris que la « déclaration » en question avait été reçue par le poste par les bureaux de Bruxelles d'Associated Press, sur un papier sans en-tête, adresse ni signature. Ces précisions figurent sur le texte de la dépêche. Le moins que l'on puisse dire c'est que c'est là un procédé bien singulier :

1° Pour l'Associated Press, de lancer une telle « information » sans vérifier ses sources.

2° Et surtout pour « Le Monde » de publier cette « déclaration » sans préciser que la source n'a pu en être vérifiée.

Ce n'est pas tout. Dans le texte de la dépêche A.P., le Benghazi en question dénonce « les trotskystes DECHÉZELLES, Claude GERARD, et LAMBERT ». Comme par hasard, le vertueux directeur du « Monde » a fait sauter les noms, tout en publiant la dénomination des trotskystes. Mais ce n'est pas par hasard : l'honnête Beuve-Méry, qui s'y connaît dans le journalisme « objectif », sait parfaitement que Dechézelles et Claude Gérard ne sont pas trotskystes, que, seul des trois, Lambert l'est effectivement. Publier les noms, c'était inévitablement jeter le discrédit sur l'ensemble des déclarations hautement fantaisistes de Benghazi, pris en flagrant délit de mensonge.

Le correspondant de l'Associated Press à Bruxelles peut avoir des circonstances atténuantes. Il peut, à la rigueur, ignorer Dechézelles et Claude Gérard. Le directeur du « Monde » en aucun cas.

G. BLOCH.

(Suite page 3)

CEYLAN VAGUE DE GREVES DIRIGÉES PAR LES TROTSKYSTES

Ceylan, le 18 Mars 1958

LA vague de grèves lancée dans le secteur privé par la Fédération du Travail de Ceylan, contrôlée par les trotskystes, vient de se terminer. Elle a porté un coup sévère à la

nouvelle législation anti-ouvrière du gouvernement et aux stalinien qui, conformément à leur politique de soutien de ce gouvernement, recommandent à leurs syndicats de se conformer aux exigences de cette nouvelle législation.

Cette vague de grèves dans le secteur privé nous a valu à une grève du secteur public terminée environ deux mois auparavant. Sous la pression de la hausse des prix, les travailleurs des services publics, les cheminots en tête, avaient cessé le travail, revendiquant le rajustement de leurs salaires. La grève paralysa en particulier le trafic ferroviaire de l'île.

La direction trotskyste de ces grèves fut largement reconnue, et ce fut le camarade N.-M. Perera, du Parti Lanka Samasamaja (trotskyste), qui négocia avec le gouvernement au nom des travailleurs. Le gouvernement ayant accordé une augmentation de la prime spéciale de vie chère de 17,50 roupies et promis de rajuster les salaires sans délai, la reprise du travail fut décidée.

Redoutant des revendications analogues pour une prime de vie chère de 17,50 roupies dans le secteur privé, le gouvernement s'empressa de faire adopter une loi

imposant le renvoi de tout conflit industriel devant un tribunal industriel. Conformément à cette loi, les parties en litige étaient forcées de se plier à la décision du tribunal, et de s'abstenir de toute action directe aussi bien pendant qu'après cette procédure. De plus, la critique de la décision du tribunal était illégale.

L'opposition parlementaire, dirigée par les trotskystes, dénonça le caractère anti-ouvrier de cette loi. Ces critiques reçurent l'appui des trois membres stalinien du parlement, mais, après le vote de la loi, les stalinien recommandèrent aux syndicats contrôlés par eux de soumettre au tribunal industriel le conflit sur la prime de vie chère dans le secteur privé.

La Fédération du Travail de Ceylan, dirigée par les trotskystes, recommanda de son côté à tous les syndicats affiliés de recourir à la grève pour cette revendication. La corporation la

plus importante à faire grève fut celle des travailleurs des Compagnies de pétrole (Shell, Standard Vacuum et Caltex), qui paralysa presque complètement les transports routiers dans le pays.

Les métallurgistes, les employés de commerce et de bureau, les employés des hôtels et du gaz participèrent également à cette vague de grèves. A la seule exception de la métallurgie, tous les employeurs accordèrent la prime de 17,50 roupies avec effet rétroactif, ce qui termina la grève. Le patronat de la métallurgie hésite à négocier sur la même base, parce qu'il escompte obtenir du tribunal industriel des conditions moins onéreuses. On espère néanmoins que l'octroi de cette prime dans toutes les autres branches d'industrie fera conclure dans le même sens le tribunal.

(Communiqué par le département étranger du L.S. S.P., parti trotskyste de Ceylan).

Prochaine audience le 29 mars

E livre d'Henri Alleg, « La Question » ; la saisie, voilà trois semaines, dans le même temps, de trois hebdomadaires français : « France-Nouvelle », « France-Observateur », « L'Express » ; la saisie répétée de « Témoignage Chrétien » en Algérie, ont provoqué dans une partie de la presse française et surtout dans la presse internationale, un regain de protestations.

Nous sommes au mois de mars 1958, et la guerre d'Algérie a commencé voilà maintenant 41 mois.

Nous ne saurions trop dire la valeur du témoignage atroce que constitue le livre d'Henri Alleg.

Nous ne saurions trop protester contre la saisie de journaux quotidiens et hebdomadaires, qui s'élevaient, à leur manière, contre la guerre d'Algérie.

Cependant, ces cris et ces protestations, pour aussi justifiés qu'ils soient, ne sauraient nous faire oublier que depuis 41 mois les affaiguement vont de ce pas là.

Quand « Témoignage Chrétien » se plaint d'être saisi pour la 47^e ou la 48^e fois en Algérie, l'émoi qu'il manifeste à cette saisie — émoi très légitime par ailleurs — ne saurait nous faire oublier que depuis le 1^{er} novembre 1954, il n'y a pas eu une seule semaine où « La Vérité » n'ait été saisie, c'est-à-dire : 41 x 4 soit 164 fois.

Quand les rédactions de « France-Nouvelle », de « L'Express » ou de « France-Observateur » font état de la 5^e, 6^e ou 7^e saisie dont a été l'objet une édition entière de ce journal, elles ne peuvent faire oublier — bien qu'elles oublient tous les jours de l'écrire — que le journal « La Vérité » a été déjà 17 fois victime d'une telle mesure.

La Fédération française de la presse s'élève à son tour et publie un communiqué fort énergique contre les saisies récentes. Fort bien ! Nous nous réjouissons de cet acte. Mais notre joie est quelque peu mitigée au souvenir de nombreux rapports que nous avons envoyés, il y a de cela 2 ans et demi, deux ans, dix huit mois, rapports dans lesquels nous faisons état, à cette même fédération française de la presse des saisies dont le journal « La Vérité » était l'objet mais auxquels la fédération française de la presse ne donna jamais aucune suite.

Ce n'est pas faute d'avoir crié « Attention ! », ce n'est pas faute d'avoir dit, écrit et répété : « La liberté de la presse est une et indivisible ; toute saisie, toute atteinte au droit de s'exprimer d'un quelconque journal est un pas en avant dans la voie d'une atteinte plus grave à la liberté d'expression. Quand les autorités administratives saisissent impunément le journal « La Vérité », elles ouvrent la route à un arbitraire qui rien ne saurait arrêter.

C'est chose faite. L'arbitraire est là, devant nous.

Quant au livre d'Henri Alleg « La Question », il suscite de la part de Jean-Paul Sartre un beau morceau d'éloquence. Nous approuvons. Nous approuvons jusqu'à nous demander si l'approbation de M. Sartre n'a pas quelque relief tardif. Quand Moulay Merbah, secrétaire général du Mouvement National Algérien, fut torturé, huit jours durant à la fin de 1954, il n'y eut aucun « mouvement d'opinion ».

M. Sartre affirme : « Nous sommes coupables ! ». C'est vite dit ! Qu'est ce nous ?

Quelle est la signification de cette culpabilité collective, qui peut très bien aller des existentialistes ou des intellectuels à l'ensemble du peuple français ?

Sont coupables les colonialistes, les ultras, prêts à exterminer un million d'hommes pour sauver leurs superprofits.

Sont coupables tous ceux qui ont tout fait pour que ne cesse pas la guerre d'Algérie, et, en premier le parti socialiste et le parti communiste qui ont voté les pouvoirs spéciaux.

Sont coupables tous ceux qui ont freiné l'action des masses contre la guerre d'Algérie ; traitant d'agents provocateurs et d'éléments troubles les jeunes qui refusaient de se laisser embrigader pour la guerre d'Algérie.

Mais le peuple français ? Non, cent fois non. S'il est coupable, c'est de s'être laissé trahir par des gens sur qui il avait mis sa confiance. Mais les accusés, ce sont les Duclos et les Thorez, les Mollet et les Lacoste, tous ceux qui font et tous ceux qui laissent faire.

Le 29 mars 1958, devant la 18^e chambre correctionnelle de Paris se déroulera une nouvelle audience du procès contre « La Vérité », parce qu'en 1955 elle dénonçait la pratique des tortures en Algérie.

Lecteurs de « La Vérité », cherchez dans les colonnes de la presse quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, la mention du procès. A la longueur des lignes qui y seront consacrées, vous jugerez de la sincérité de ceux qui luttent contre la guerre d'Algérie.

D. Renard.

3 LETTRES D'ALGERIE

UN BOUCLAGE

Monsieur le Directeur, J'ai l'honneur de vous signaler ce qui suit.

Le dimanche 9 mars, jour de visite à l'hôpital de Benni-Messous (6 km. du centre d'Alger), vers 15 h. 30, à la fin des visites des malades, un bouclage est fait tout autour de l'établissement. Environ 2.600 personnes sont dirigées sur le « centre d'hébergement » de Benni-Messous, 70 % de ces personnes étaient des femmes, des enfants, des vieillards. Je ne puis vous décrire la situation de ces femmes et de ces enfants venus voir leurs proches, et qui sont restés là de 15 h. 30 à 20 h. 30. Beaucoup de ces gens viennent de la banlieue d'Alger, et n'ont pu repartir parce que les derniers départs s'effectuèrent entre 17 et 18 h. Pourquoi avoir des cartes de recensement, des fiches de paie et des livrets de famille sur soi, si ces pièces ne sont pas prises en considération par les hommes du service d'ordre ? Personne ne fut épargné, pas même les employés de l'hôpital qui finissaient leur travail au moment du bouclage. (sauf les Jean et Pierre)...

UN VISITEUR

DES PASSEPORTS INTERIEURS

Monsieur le directeur, Au moment où le gouvernement supprime le visa pour le passage des frontières de certains pays étrangers, les autorités algériennes l'exigent pour certains communes d'Algérie ! Depuis un certain temps les ressortissants des communes d'El-Oued et de Touggourt sont l'objet d'un abus de pouvoir insupportable. Abandonnant leurs petites propriétés, leurs familles fuyant l'injustice de l'administration, 80 % des hommes ont dû émigrer dans le Nord, un grand nombre à Alger.

Au moment de leur congé annuel, ou pour des raisons de famille, ces ouvriers doivent se munir d'un laissez-passer délivré par l'administration de la ville où ils résident pour se rendre dans leurs localités d'origine. Un voyage de plus de 600 km qui se fait presque toujours en avion, pour éviter le martyre et les vexations de la route : 20.000 francs de frais, tout cela pour passer parfois une seule nuit en prison, sans pouvoir voir les siens, et être refoulé le lendemain !

Pourquoi ? L'administrateur ne reconnaît pas le laissez-passer délivré à Alger, et exige que le ressortissant de sa commune lui écrive personnellement pour lui demander s'il peut venir voir ses enfants malades ou sa femme mourante... Si bien qu'il faut souvent attendre 15 jours sans égard à la gravité du cas, le bon vouloir de l'administrateur, et si par malheur vous oubliez le timbre pour la réponse...

Un émigré d'El-Oued.

OU SONT LES HORS-LA-LOI ?

Monsieur le Directeur, Par arrêté n° 49-57 T relatif à la situation des fonctionnaires ayant fait l'objet de mesures administratives, M. le Ministre résident a décidé que les fonctionnaires et agents des services publics assignés à résidence ou suspendus de leurs fonctions perçoivent la moitié des émoluments qu'ils percevaient antérieurement ; toutefois, les indemnités à caractère familial sont maintenues en totalité.

(A la R.D.T.A. et aux T.A. (tramsways et trolleybus d'Alger), il y a plus de 100 agents, ayant à eux tous environ 500 enfants, qui sont internés ou suspendus pour faits de grève. Un grand nombre ne touchent que les allocations familiales, et rien du tout.

Pourquoi cette exception pour les tramways ? Après plusieurs demandes aux directeurs des réseaux, le fait a été signalé plusieurs fois au préfet, au directeur des transports publics et au ministre résident lui-même. Aucune suite n'a été donnée. L'arrêté est appliqué dans tous les services publics, sauf chez les tramways.

Un syndiqué U.S.F.A.

Après le meeting du 18 mars...

(Suite de la 1^{re} page)

ganisateurs, le meeting du Vel d'Hiv' n'était pas qu'une mascarade, pas qu'un moyen de se donner bonne conscience en assistant à une réunion nihiliste, 29.000 travailleurs rassemblés, c'est beaucoup. Il y a longtemps que Paris n'avait pas connu une telle réunion. Ni le P.C.F., ni qui que ce soit ne pouvait rassembler les ouvriers dans de telles proportions. Et le meeting du 18 a été un tel succès, contrairement à la plupart des actions organisées par les staliniens, et cela au moment même où un nombre important de travailleurs s'abstenaient dans le second secteur de la Seine, c'est que les travailleurs ressentent le besoin de s'opposer aux ennemis de la classe ouvrière, de barrer la route aux tenants de la guerre totale en Algérie. Nombreux sont les ouvriers, depuis longtemps fixés sur ce qu'il faut penser de la politique du P.C.F., qui se sont rendus à ce meeting, disant : « Bien sûr, ce ne sera peut-être qu'un meeting comme les autres, mais on ne sait jamais... Il suffit que les C.R.S. provoquent, que les fascistes viennent, il faut y être ».

A un niveau élémentaire, sous une forme réduite, le meeting du Vel d'Hiv' représentait une mobilisation des masses populaires de Paris.

LA REPUBLIQUE EN DANGER

C'était là une réponse à ceux qui vont expliquant qu'il ne se passe rien parce que les masses ne veulent rien faire. A chaque fois

UNE nouvelle « table ronde » entre Syndicats et Patronat-gouvernement va, une fois encore être utilisée à faire passer les directives de « paix sociale » par les appareils des syndicats. Le système des pourparlers fixés, périodiquement, pour distiller l'immobilisme social nécessaire à la poursuite de la politique de réaction anti-ouvrière et anti-démocratique des politiciens bourgeois a, jusqu'ici, réussi à dissocier les secteurs où le mécontentement de la base est le plus grand.

De commissions en commissions, de pourparlers en pourparlers entre directions et fédérations, les travailleurs de l'E.D.F., des Chemins de Fer, de la R.A.T.P., des Services Publics et de Santé, des P.T.T., sans oublier tous les fonctionnaires avec leur commission d'harmonisation, ont perdu six mois. Six mois, pendant lesquels, avec les sous qui leur manquaient pour échapper à la misère ou à la gêne, et qui leur étaient refusés, le gouvernement menait sa guerre d'Algérie, de pair avec le renflouement des profits capitalistes.

Mais aujourd'hui, les difficultés que rencontrent les travailleurs sont si graves que les belles promesses, reportées de semaine en semaine, ne sauraient plus être prises au sérieux, non plus que les syndicats qui les répètent dans leurs rangs. Le mécontentement, inévitable de la classe ouvrière se développe conjointement avec l'usage des moyens dilatoires, employés pour éviter une grève générale de tous les secteurs publics et parapublics, moyens utilisés simultanément par les grandes fédérations et par les gouvernements.

Mineurs, cheminots, R.A.T.P., E.D.F., fonctionnaires sont (après six mois vains en fausses promesses, en distribution d'aumônes, en vaines discussions autour du tapis vert), devant le même refus de la bourgeoisie de laisser distraire de ses caisses, publiques et privées, les sommes nécessaires à donner satisfaction, même dans la mesure

dérisoire demandée par les syndicats, aux exigences ouvrières.

Que, pour répondre, ou sembler répondre, au courroux des masses — très conscientes de l'escroquerie bourgeoise et de la duplicité des syndicats réformistes et staliniens — des organisations lancent des mouvements catégoriels ou des mouvements partiels aux effets trop limités pour être efficaces, cela est dans l'ordre des mouvements « d'avertissement », soupapes de sûreté plutôt que menaces. Mais les anathèmes lancés — tels ceux de la Fédération C.G.T. du rail, tels ceux de la C.E.T.C. et de F.O. contre la grève catégorielle de la E.G.A.A.C. du 25 mars — ne pourront camoufler aux yeux des travailleurs les trahisons permanentes de toutes les grandes fédérations ; fédérations dont la trahison consiste à se refuser à lancer, sur une revendication unitaire — telle les 15.000 frs d'augmentation mensuelle égale pour tous — associée aux revendications catégorielles valables, toutes les forces unies des travailleurs des chemins de fer, de la R.A.T.P., de l'E.D.F., des P.T.T. de la Fonction Publique.

C'est l'instant où, pour cette action générale, tout est possible. Empêcher la trahison des intérêts de tous ces travailleurs, ce doit être agir pour constituer des Comités de grève locaux, régionaux, nationaux, élus par tous les travailleurs, vrais cartels d'action des Services publics, pour imposer les mots d'ordre unitaires et l'action de tous qui emportera le succès. Ceux qui dévient et entravent l'action des travailleurs, ce sont les appareils fédéraux et confédéraux, qui se refusent à réaliser ce cartel inter-fédéral d'action des Services publics, lançant le mot d'ordre de grève générale, dont les gars de l'E.D.F., des P.T.T., les cheminots, les fonctionnaires, les gars de la Loire-Atlantique ont réclamé la réalisation depuis des mois !

R. ARTAUD.

qu'une occasion leur est donnée, les masses interviennent, démontrant leur combativité, intimidant le bourgeois. « Le Figaro » ne s'y est pas trompé, lui, sous la plume de son directeur Pierre Brisson, écrivait : « L'avertissement, le vrai, c'est mardi, au Velodrome d'Hiver, que Paris a pu l'entendre ».

Pour les organisateurs du meeting, pour les dirigeants du parti communiste français, il s'agissait de tout autre chose. Il n'était nullement question d'affirmer la force des travailleurs face à leur ennemi de classe : il s'agissait de élancer la bonne volonté de tous les républicains, car la « République est en danger ».

Sur ce thème, chacun broda à son aise, et l'on conclut finalement par une « vibrante Marseillaise ».

« Que la République bourgeoise soit assez mal en point, nous n'en doutons certes pas. Qu'à la faveur de sa décomposition et de la crise qui déchire la bourgeoisie, certains tentent d'avoir recours à l'intervention d'un pouvoir fort pour « sauver la Patrie » ne nous paraît pas non plus exclu. Mais ce danger n'est grand que dans la mesure où la classe ouvrière serait impuissante et aurait été battue. Cette menace, seule la lutte des masses peut la faire reculer.

Il ne s'agit pas de s'unir avec les représentants de la bourgeoisie pour défendre un « moindre mal » dans le cadre d'un régime pourri : c'est le chemin de la défaite ; il s'agit d'unir, dans l'action, la classe ouvrière contre ce régime.

Ce ne sont pas des « erreurs » que commet le P.C.F. ; nous sa-

vons que ses appels larmoyants à la défense de la République font partie d'une politique consentante auquel il se tient depuis longtemps. Aujourd'hui, on cherche à ne rien faire, en fournissant des alliés, en bavardant sur la démocratie en danger, en refusant de prendre l'initiative de luttés revendicatives, en interdisant toute manifestation réelle contre la guerre d'Algérie et les « ultras ». Demain, si le mouvement se déclenche quand même et qu'il faille bien s'en accommoder, on cherchera à le fourvoyer à travers un « Front Populaire » quelconque qui n'aura qu'un seul but : préserver le régime en l'aménageant quelque peu.

Les dirigeants de l'U.G.S., par la voix de Gilles Martinet, se sont faits les complices et les soutiens de cette politique. Ils en prennent ainsi la responsabilité devant les travailleurs.

PREPARER LES LUTTES Les travailleurs aspirent à combattre. Chaque fois que l'occasion s'en présente, si minime soit-elle, les travailleurs s'en saisissent. Mais les directions des grandes organisations, dont les intérêts se confondent avec la défense du régime, font tout pour limiter les dégâts.

Les travailleurs sentent bien qu'ils ne peuvent faire confiance à leurs organisations pour mener leurs luttes, mais ils ne peuvent encore s'en passer.

Les aider à forger leurs propres organismes de combat, à prendre en mains la direction de leurs combats, voilà la tâche primordiale des militants d'avant-garde aujourd'hui.

IV. - LA REVOLUTION TRAHIE

Je ne dirai pas, comme on l'a dit, qu'une grande nuit est tombée sur le cinéma soviétique. Je dirai des faits. Je refuserai de prendre les lanternes pour des messies... Dans mes précédents articles, j'ai présenté les 3 plus grands réalisateurs russes, soucieux de montrer la Révolution en marche. Que sont-ils devenus entre 1930 et 1950 ?... (1)

Ils ont tenté de survivre à leur renoncement nécessaire.

Et alors, au nom du « socialisme » stalinien, le réalisateur du « Potemkine » et d' « Octobre », le metteur en scène de la colère des masses, va tourner : 1) un film sur Saint Alexandre Nevski (1938). 2) un film à la gloire des Tsars : « Ivan le terrible ». Ne tenant pas mes lecteurs pour des imbéciles, je me dispenserai ici de tout commentaire, me bornant à rappeler une des raisons pour lesquelles « Le Pré de Béjine » fut détruit : on y voyait des Kolkhoziens démolir une église... Poudovkine, lui, s'est accommodé bien mieux que son ami des impératifs de la nouvelle production soviétique.

L'œuvre d'Eisenstein correspond à une philosophie, à une conception du monde : le monde est le théâtre de chocs antagonistes. Quel que soit le sujet pris, Eisenstein pouvait rester le metteur en scène de ces antagonismes. Plus accroché à l'actualité immédiate, Poudovkine succomba assez vite à l'opportunisme artistique ; mais, comme il est un grand homme de cinéma, il le resta.

Pourtant, les sujets sont à l'image des slogans et optimistes de l'époque. C'est l'épave des beautés stakhanovistes.

Bienheureux l'ouvrier qui, tombé par la chair, retrouve la paix conjugale (« La vie est belle ») — Bienheureux l'ouvrier, héros du plan quinquennal qui revient aux lui es clandestines... à l'étranger (« Le déserteur »).

Bienheureux le soldat dont le chef valeureux vote de victoire en victoire (« Mstislav et Pujarsky », « Amiral Nakhimov »).

Bienheureux le paysan, dont la productivité se plonge dans (« La moisson »).

Voilà pour Poudovkine. Mais ces beautés manent d'autres formes chez d'autres réalisateurs.

Bienheureux le nouveau, victorieux du Trotskysme (« Les vainqueurs », de Youkevitch).

Bienheureux le botaniste conquies par les Soviets (« Le député de la Baltique »).

Bienheureux les Russes sur qui veill le génial Peïr Père des Peuples (« L'homme au fusil », « La grande aurore ») et beaucoup d'autres.

En 1935, Staline Joseph, maréchal d'Empire, s'adresse aux travailleurs de l'industrie : « Le peuple soviétique attend de vous de nouveaux succès, de nouveaux films qui glorifieront la grandeur des exploits histor que accomplis par les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S. en vue des luttes pour le socialisme... »

En vertu de quoi, au Festival qui se tint à Moscou du 21 février au 2 mars de la même année le jury « tira particulièrement l'attention sur les efforts remarquables de la cinématographie italienne afin de projeter sur les écrans les grands épisodes de l'histoire du peuple italien... »

1935 ! A ce moment-là, le cinéma italien produisait « Je ne le connais plus ». Trente secondes d'amour », « Za boum », « Je n'aime que toi ». « La mazurka de papa » « Nina ne fais pas l'idiote » et autres puissantes œuvres réalistes, tandis que l'Italie construisait le socialisme sous la direction de Benito Mussolini...

1935 ! C'est l'année où Dovjenko tournait « Aerograd » : « Un poème cinématographique sur le patrioisme soviétique ». Le scénario, comme c'est l'habitude chez ce metteur en scène, était très symbolique et manichéen : les Koulaks étaient tous méchants et les héros d'une seule pièce. Là, une fois encore, le mauvais scénar o n'avait

En 1937, Eisenstein a raté un film : « Le Pré de Béjine ». Sadoul nous explique, dans « Les Lettres Françaises », que cela est dû aux profonds changements survenus en Russie. A en croire pourtant l'Histoire du 7^e Art, Eisenstein a été parfaitement conscient de ces changements : « Je comprends mes erreurs. Je comprends... la nécessité de combattre jusqu'au bout les erreurs de ma conception du monde, la nécessité de me soumettre à une refonte intérieure fondamentale... cette nécessité dont a parlé le camarade Staline ».

pas été au réalisateur le sens du cinéma, d'autant plus que Dovjenko acceptait les nouvelles directives du cinéma officiel, ce qui ne l'empêcha pas d'avouer timidement et pudiquement que, pour « Aerograd », l'auteur a eu très peu de temps pour se familiariser avec la vie de notre immense littoral... » (Recherches Soviétiques, page 99). Le cinéma russe des années 20 avait lancé au monde le grand cri d'espoir de la fraternisation sur le front des combattants des deux armées, au grand dam des officiers (« La fin de Saint-Petersbourg ») « Les débris de l'Empire ») ; il avait donné l'exemple du refus

d'obéir aux officiers (« Pour le pouvoir aux Soviets ») ; et ce cinéma retombe dans le plus sordide « dérouléisme ». Cette tradition se continuera au-delà même de la victoire.

Nous verrons maintenant, dans un prochain article, s'il est possible de parler d'un dégel de la production cinématographique russe... Un passé immensément riche ne pouvait pas mourir par la faute de quelques criminels ignorants et d'un rusiste méprisant le peuple...

EMMO. (1) Voir « LA VERITE » à partir du n°

D'AUTHENTIQUES MILITANTS COMMUNISTES

L'HEBDOMADAIRE anglais de droite « Time and Tide » a consacré un article instructif aux militants communistes, après avoir rompu avec l'appareil stalinien, se sont regroupés autour du bulletin hebdomadaire « The Newsletter », édité par Peter Fryer, ancien correspondant du « Daily Worker » à Budapest, et que les lecteurs de la « Vérité » connaissent bien. Le jugement

clairvoyant des réactionnaires de « Time and Tide » sur l'activité révolutionnaire d'authentiques opposants communistes au stalinisme présente un intérêt tout particulier pour le lecteur français, familier des oppositions fantômes et des « opposants » prêts à toutes les capitulations pour ne pas rompre avec l'appareil.

« Les « Newsletter » portent la responsabilité de beaucoup plus d'activité militante et d'agitation que le Parti Communiste. » — Telle est la conclusion de l'article de M. White, ancien agent du service de renseignements de l'armée anglaise. « Bien qu'en désaccord avec la ligne du Parti et l'agitation soviétique en Hongrie, la grande majorité des militants qui ont quitté le P.C. restent des marxistes convaincus et des partisans résolus de l'agitation parmi les travailleurs de l'industrie... » écrit-il.

« ...Beaucoup de ceux qui sont regroupés autour des Newsletter sont des ouvriers, comme Brian Behan, qui exprima son opinion sans détours au dernier congrès du Parti, et l'objectif des « Newsletter » est à la fois de critiquer le P.C. et d'organiser l'action parmi les travailleurs, particulièrement, les ouvriers du bâtiment, les cheminots, les dockers et les conducteurs d'autobus de Londres. »

« Ne rien négliger pour gagner une bataille ». « Se préparer pour de grands combats ». « développer un mouvement de la base, comment, actif et combattif, prêt à rendre coup pour coup, avec usure, aux patrons, dès qu'ils attaqueront ». telles sont les directives données par M. Fryer, résolu à surclasser le P.C. sur le terrain du militantisme industriel.

« ...C'est un fait que, durant les derniers mois, le groupe de Peter Fryer a été responsable de beaucoup plus d'activité militante et d'agitation, sur le terrain de l'industrie, que le P.C. »

« Il a pris une part active à la grève des dockers de Covent Garden, à un arrêt de travail sur les chantiers de l'autoroute Cromwell, à l'agitation parmi les dockers du « Syndicat Bleu » sur les quais de la Mersey et dans le port de Londres. »

« Il participe activement à l'agitation qui règne chez les travailleurs des bus de Londres à propos de leurs revendications de

salaires... Cette activité s'exerce principalement par l'intermédiaire d'anciens membres du P.C. » — « Il est presque certain que c'est ce groupe qui a inspiré la résolution adoptée par le syndicat des cheminots de Manchester : « Nous sommes prêts à cesser le travail pour le soutien de l'importe quelle revendication

REPOSE A MARCEL PEJU

Faute de place, nous avons été contraints de remettre à un numéro la publication de la fin de la « Réponse à Marcel Péju » de Pierre Erabant, dont le début a paru dans notre numéro précédent. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et de notre collaboration.

Le fond du problème, en réalité, c'est l'ironie que vous voulez mettre dans l'épithète « faux » ; le « faux » car il existe les masses révolutionnaires et l'appareil bureaucratique. Vous êtes plus discret sur ce point dans votre article de ce mois-ci qu'en août, où vous affirmiez que « subordonner une politique révolutionnaire à la destruction du Parti communiste paraît proprement dément ». Pour vous l'appareil est révolutionnaire — l'appareil un peu amendé bien sûr, débureaucratisé, libéralisé, un appareil qui utilise la censure avec discernement ? Les masses révolutionnaires Elles vous laissent sceptique. Il y a une avant-garde ouvrière en Pologne, celle qui a porté sur ses épaules en octobre les gonkulistes comme les « révolutionnistes », celle de Zeran, de Cegielski, de Nowa-Huta. Vous ne la connaissez pas, vous la ôtez en passant, « retour de Pologne ». Avez-vous lu les articles de Po Prostu que vous présentez, M. Péju ? Avez-vous lu le reportage de Zimand à Wroclaw ? Vous y auriez pourtant vu sur le vif ces hommes de l'appareil que les travailleurs vomissent, et ces jeunes du Comité révolutionnaire, cette avant-garde vivante que vous voudriez enrégimenter dans le parti des sta-

liniens. Avez-vous lu l'article de Godek : « On demande d'organes des contacts dans le Labour Party. » — « En bref, il n'y a aucune raison de penser que ceux qui ont quitté le P.C. ou qui le quittent actuellement ont cessé d'être des marxistes révolutionnaires ou renoncèrent à leurs efforts pour la dislocation de l'économie. »

Pierre ERABANT.

des Etudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F.) et de l'ouverture d'une action judiciaire pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat » contre les responsables de la F.E.A.N.F.

Pourquoi ces mesures ? Parce que les étudiants de la F.E.A.N.F. ont affirmé, lors de leur huitième congrès, leur volonté de lutter aux côtés du peuple « pour la conquête de l'indépendance politique et la réalisation de l'unité de la patrie africaine » et ont déclaré à cette occasion que, « compte tenu de la nature particulière de l'impérialisme français, l'indépendance doit être conquise, non par une addition de réformes illusoire, mais par une lutte révolutionnaire des masses populaires africaines. »

Abdoul Ba conclut en soulignant que la répression ne pourrait abattre le P.A.I. dont l'influence se développe rapidement parmi les masses africaines.

L'arrestation de Mahjémour Diop, comme le nouveau refus de l'Assemblée nationale d'autoriser les députés malgaches, anciens dirigeants du M.D.R.M., Anesfa et ses compagnons, victimes du frauduleux procès de 1948, à retourner dans leur pays, éclaircit d'un jour révélateur la politique africaine de la bourgeoisie française, avec tous ses projets « fédéraux » ou « confédéraux ».

Abdoul Ba rapprocha la répression qui s'abat sur le P.A.I. de la saisie de « l'Etudiant d'Afrique Noire », organe de la Fédération

Il est du devoir de tous les travailleurs, de tous les démocrates français d'exiger la libération de Mahjémour Diop, comme le droit pour les députés malgaches de rentrer librement dans leur patrie. R. MONGE.

« INFORMATION »

(Suite de la 1^{re} page)

Ce n'est pas encore tout. Cette affaire se situe dans un contexte politique précis. « Le Monde » est partisan d'une solution du problème algérien avec le FLN, ou plutôt avec certaines tendances bourgeoises du FLN, solution excluant le MNA. C'est son droit. Les dirigeants FLN, de leur côté, s'efforcent d'éliminer leurs adversaires du MNA avec les méthodes que l'on sait. A cet égard, « Le Monde » préfère observer le silence.

En tout état de cause, c'est le droit du dirigeant de l'Union de la Gauche Socialiste, Yves Duchézelles, de la catholique Claude Gérard, héroïne de la résistance, du trotskyste Pierre Lambert d'estimer qu'une solution progressive ne peut être apportée au problème algérien que par l'application des règles de la démocratie, c'est-à-dire par l'ouverture de négociations entre le gouvernement français et toutes les tendances du peuple algérien. C'est également leur devoir de condamner, en même temps que les crimes du colonialisme, les odieux attentats ou des hommes comme Bekhat ou Filali ont trouvé la mort.

Mais là où l'éminent directeur du « Monde » outrepassa quelque peu ses droits de journaliste partisan, c'est lorsqu'il dirige benoîtement les coups sur ses adversaires politiques.

Il y a à quelques semaines, « France-Soir » lançait une information suivant laquelle les trotskystes étaient mêlés à la fumbaleuse affaire de la bombe du Palais-Bourbon. A la suite de notre démenti, « France-Soir » a publié une mise au point. Nous avions souligné, à l'époque, qu'une telle « information » ne pouvait avoir pour but que de guider les pas de la police vers notre organisation « Le Monde » a publié l'information, pas le démenti. Les lecteurs du « Monde » croiront toujours que les trotskystes ont été mêlés à l'affaire de la bombe.

Nous posons la question publiquement à M. Hubert Beuve-Méry, directeur du « Monde » et parangon de vertu journalistique — à M. Beuve-Méry qui semble avoir beaucoup retenu de son passage au « Temps » du comité des forges :

Que cherche-t-il en publiant dans son journal des déclarations dont il sait manifestement qu'elles sont tissées de contre-vérités, et faites dans un but de provocation ? ou plutôt que souhaite-t-il ?

Cheminots :

DE COMMISSION EN COMMISSION

L E lundi 17 mars, les fédérations de cheminots C.G.T., C.F.T.C., F.G.A.A.C., C.G.C. (Cadres) se sont réunies pour élaborer un programme revendicatif en matière de salaires et retraites à déposer en commun le jeudi 20 mars à la Commission Mixte du Statut.

La C.G.T. prétend que la F.G.A.A.C. a quitté la réunion commune après avoir participé à une partie de la discussion, prenant prétexte que l'ordre du jour de la réunion comprenait, en premier lieu, la question des salaires.

Pouvons-nous croire la C.G.T. ? Etant donné son art de transformer les faits, la prudence est recommandée, d'autant que la presse signalait que les rouillants autonomes n'étaient pas d'accord (sans plus de précision) et que la revendication d'une augmentation uniforme de 10.000 francs par mois figure dans leur programme revendicatif.

Le 20 mars le Président de la Commission du Statut a dit qu'il n'y avait pas de crédit pour les salaires, mais qu'il pouvait proposer un accord à long terme. Les syndicats C.G.T.-C.F.T.C.-C.G.C ont alors demandé la réunion de la Commission de Conciliation pour le jeudi 27 mars — toujours huit jours de gagnés par la S.N.C.F. Que se passera-t-il le 27 mars ? Peut-être la S.N.C.F., ayant peur d'une extension du conflit lâchera-t-elle 3 ou 4 %, mais s'est à double risque : la R.A.T.P., F.E.D.F., les fonctionnaires vont réclamer quelque chose... et les finances du gouvernement sont dans un état précaire. De toute façon, les cheminots du personnel d'exécution ne peuvent espérer, dans le meilleur des cas, qu'on se à ranger des travaux de cette Commission.

L'unité d'action de la C.G.T.-C.F.T.C. s'est faite avec la C.G.C., donc avec les cadres, ceux-ci défendent leur hiérarchie, et, au nom de « l'unité d'action », la C.G.T. a mis au rencart l'augmentation uniforme de 5.000 francs par mois. La C.F.T.C. son idée d'une augmentation dégressive vers les hautes échelles. Disons en passant que ces fédérations n'avaient adopté ces positions que sous la pression de leur base.

La F.G.A.A.C. a donné un ordre de grève de 24 heures, de 25 mars à 10 heures au 26 à 10 heures pour ses revendications concernant la réglementation du travail. Ses revendications sont plus que légitimes, ça c'est sûr, mais elles tendent, en fait, à poser le retour de la semaine de 40 heures pour tous les cheminots. Cette revendication suppose une action avec toutes les catégories de cheminots.

Les autres syndicats l'attaquent, C.G.T.-C.F.T.C. dénoncent cette grève comme une « manœuvre de diversion » mais qui sont les diviseurs, sinon ceux qui collaborent dans les Commissions avec la S.N.C.F. et défendent la hiérarchie ?

Y aura-t-il une grève de 24 heures le 1er, le 2 ou le 7 avril ? Des bruits circulent, ça se chuchote, mais quel est le programme présenté par la C.G.T., la C.F.T.C., la C.G.C. ?

Attribution, avec effet du 1-1-59, des économies 1957 ! En plus, pour les économies sont dues à la diminution des effectifs pour une grande partie (15 milliards en 1958), grâce notamment à la semaine de 48 heures. En effet, le retour à la semaine de 40 heures obligerait la S.N.C.F. à embaucher du personnel en plus grand nombre.

Au 1-4-58 : Attribution de la première moitié des 11 % restant du programme de novembre 1957.

Au 1-7-58 : Attribution de la deuxième moitié.

Ceci, indépendamment de la revalorisation des salaires et retraites en fonction de l'élevation du coût de la vie (Disons en passant que la C.G.T. a, le 4-3-58, demandé que la Commission Mixte du Statut fixe le taux d'augmentation du coût de la vie depuis juin 1957 — on voit tout de suite ce que cela peut donner : le gouvernement n'est jamais d'accord avec les salariés !!!).

Le gouvernement est inquiet : une grève de la S.N.C.F., un grand

mécontentement à la R.A.T.P., de l'agitation à l'E.D.F., où cela peut-il les mener, cette fin de la « paix sociale » ?

Correspondant CHEMINOT

Dans les banques

U NE nouvelle Commission Paritaire vient d'avoir lieu, et les banquiers, se retranchant derrière le veto gouvernemental, n'ont pas augmenté les salaires.

Ils n'ont daigné accorder qu'une heure de réduction de travail par semaine. L'horaire sera de 44 heures au lieu de 45 heures. Rappelons, à ce sujet, que cette heure supplémentaire avait été proposée en 1947 par les syndicats en compensation de la promesse des patrons d'accorder le samedi matin. Promesse que les banquiers ne devaient d'ailleurs pas tenir, puisque les employés de banque furent obligés, pendant des années, de venir travailler le samedi matin pendant les six mois d'hiver. Ce n'est qu'en 1955, à la suite de plusieurs mouvements partiels, que les employés ont obtenu le samedi toute journée. En diminuant l'horaire de travail d'une heure par semaine, les banquiers n'ont fait que rendre aux employés un cadeau que les syndicats leur avaient fait.

Une nouvelle fois, les dirigeants fédéraux n'ont rien fait pour mobiliser les employés de banque. Pourtant, une manifestation devant l'A.P.B. le jour de la Commission Paritaire, aurait rappelé aux banquiers quelques faits ou souvenirs. Il est grand temps que les employés de banque imposent à ces dirigeants une autre orientation que celle de la dispersion autour d'un rapetissé C.F.T.C. ou d'un C.G.C. dans le Comité de Lutte, et qui ont appelé aux dernières élections des délégués du personnel. Les employés à voter blanc pour protester contre l'immobilisme des syn-

Un lecteur de « La Vérité », instituteur de la Seine, nous envoie, dans le cadre de notre enquête sur l'opinion des travailleurs quant au programme et aux méthodes de cette lutte

de nature à assurer une défense efficace de leur pouvoir d'achat, le récit d'une conversation qu'il a eu avec quelques collègues.

CETTE discussion se situe à la mi-février, après le paiement de « l'augmentation » de janvier. La discussion s'amorce donc sur ce thème (1).

P. — Cette augmentation est tout à fait insuffisante ; en effet, elle

couvre un déclassement constaté il y a un an, et ne compense pas les augmentations de prix survenues depuis.

L. — Elle est tout de même réelle, mais le niveau de vie a baissé.

G. — Cette augmentation est tout simplement « ridicule », en regard de la hausse du coût de la vie.

B. — Alors, on ne se demande, à l'étape actuelle de la lutte syndicale, sur quoi devrait s'engager la lutte ?

P. — Pour une augmentation de 20 % au moins.

G. — Une augmentation fixe indépendante des indices devrait permettre de combler le retard. On pourrait la fixer à 15.000 francs par mois.

Ensuite, la bataille du reclassement devrait s'engager.

L. — La lutte doit se mener pour une augmentation forte et immédiate. Ensuite, il faudra engager des discussions pour le reclassement, mais ensuite seulement.

B. — Les objectifs demandent des moyens d'action. Que préconisez-vous ?

P. — Grève générale des instituteurs, sans grève d'avertissement ni coups de semonce.

L. — La grève illimitée.

G. — La grève illimitée.

B. — Nous sommes quelquefois engagés dans des actions de nature différente : fédérale, S.N.I., fonctionnaires. Que pensez-vous du problème qui se pose : action d'ensemble ou catégorielle ?

P. — La lutte syndicale ne peut pas se concevoir dans l'ensemble des travailleurs, mais le plupart des fonctionnaires semblent y être opposés. Peut-être sommes-nous victimes de notre idéalisme, et pas assez mécontents nous comprenons que la lutte de catégorie est plus rentable.

B. — C'est à discuter.

L. — Il faut jouer sur les deux tableaux : lutte catégorielle et lutte d'ensemble ; il est cependant évident que le gouvernement joue sur la division des classes laborieuses. La lutte d'ensemble est un idéal ; elle n'est pas indispensable.

B. — Je dirai personnellement : pas toujours indispensable. Cela dépend des problèmes posés et de la conjoncture.

dicats, 450 bulletins blancs (un peu plus de 10 %), sans compter les abstentions, ont approuvé la position du Comité de Lutte.

Ce qui n'a pas manqué de déclencher la hargne des militants staliniens de la C.G.T. Un camarade du Comité de Lutte, sanctionné par le patron, a vu sa prime de bilan supprimée. Les membres du P.C.F. qui contrôlent la section syndicale C.G.T. ont empêché deux délégués du personnel d'aller le défendre, auprès du patron, sous peine d'être déchu de leur mandat. Ceci dépasse toute mesure, et est la négation même des principes les plus élémentaires du syndicalisme. Quelle garantie avons les employés de se voir défendre par les délégués du personnel ? Aucune : il leur faut s'appuyer sur leur parti politique, ou sur eux-mêmes. Les employés de banque ont réagi en votant blanc à ces élections patronales et, même, syndicales, en entraînant la débauchure pour le camarade sanctionné.

Les appareils syndicaux savent que, dans la situation actuelle, toute grève d'une corporation risque fort de faire fache d'infla et d'entraîner les travailleurs dans un mouvement puissant. Ils ont peur des masses. Reason de plus, pour les employés de banque, de venir renforcer les rangs du Comité de Lutte, sous l'impulsion des directions syndicales et des délégués du personnel, et d'être grévés de tous les employés de banque pour arracher :

LETRS 10.000 F MENSUELS D'AUGMENTATION EGALE POUR TOUS LES 40 HEURES EN 5 JOURS

M. GONDOLLO DANS LE PETRIN

J EUDI 20 mars 1958, au matin, les travailleurs de la farine et de la biscuiterie à la biscuiterie « Gondollo » de Maison-Alfort, décidaient spontanément de débrayer pour

valoriser leur mécontentement, leur indignation, leur colère envers la direction qui, chaque jour, les vole, en diminuant et même parfois en supprimant leur « boni ».

A 8 h. 30, la farineuse et les matières premières s'arrêtent pour une demi-heure.

Les camarades, ayant établi un cahier de revendications, le font signer par les travailleurs.

A 8 h. 40 le patron fait son apparition, le visage blême ; il gueule, en espérant intimider le personnel pour qu'il reprenne le travail ; il refuse de prendre connaissance des revendications. Mais rien à faire : devant la volonté unanime des travailleurs, la grève continue, elle s'étend à la fabrication.

Pierre Scelles, grand patron de combat, tombe la veste, retrouve ses manchettes et se met au travail sous la risée des travailleurs en lutte — je me permets d'ajouter ici qu'il lui faut 6 à 7 aides « agents de maîtrise » pour remplacer un seul ouvrier, la conclusion est simple : Sans les travailleurs qui touchent une amorce horaire de 167.50 F plus boni, le patron ne peut rien faire marcher ; par contre, la preuve est faite, les travailleurs peuvent se passer très facilement du patron !

A 9 heures, les travailleurs de la

farinière résistent de repousser le travail sans un des leurs : Michel Charles frappé par la repression patronale, s'était mis en tête du mouvement.

A 9 h. 50, la confusion règne toujours, la reprise n'a lieu qu'à 9 h. 40, quelques dizaines de minutes après la reprise le patron donne l'ordre à Charles de quitter immédiatement son travail ; il profite que le patron lui pale une apremidi de repos pour assister aux côtés, non breux camarades, au procès que Claude Raguin intente à la S.N.C.F.

Gondollo pour licenciement abusif (celui-ci ne s'étant pas présentée fut condamnée par défaut).

Maintenant, voyons les suites : Un délégué C.G.T. lui ayant téléphoné pendant le mouvement, Durand, secrétaire général des syndicats C.G.T. de la biscuiterie, vient aux portes de l'usine.

Par cinq fois, la direction veut le recevoir, il refuse d'être reçu sans les délégués, la direction prétend qu'elle n'a pas le temps de faire une réunion avec les délégués, qu'il faut attendre lundi ; mais, devant

la situation, elle change d'avis et propose une réunion des responsables syndicaux, délégués et quelques ouvriers, vendredi à 17 h. 30. De cette réunion, il ne sort rien si ce n'est qu'une réunion paritaire se tiendra dans quelques jours ! Je tiens à signaler que la grève a été suivie tranquillement ; dans les deux secteurs touchés un seul jaune. J'ajoute à la demande de nombreux camarades, que les ouvriers de la mécanique, du magasin, du paquetage, de la gaufrette ont été étonnés que les délégués syndicaux ne leur aient pas donné l'ordre de débrayer en même temps, mais, ajoutent-ils, la prochaine fois c'est tous ensemble que nous arrêterons et tous ensemble nous irons à la direction porter notre cahier de revendications. Ce jour-là est proche, Monsieur Scelles, attention, vous avez beaucoup trop abusé des travailleurs. Aujourd'hui ce ne sont que des signes avant-coureurs ; mais demain, il faudra rendre des comptes à tous ceux que vous surexploitez.

Correspondant GONDOLLO.

G. — Pour moi, seule la lutte générale de l'ensemble des travailleurs peut donner une victoire solide.

B. — C'est mon avis aussi. G. parlait tout à l'heure d'augmentation de 15.000 francs par mois, indépendamment des indices. Cela voudrait donc dire : reposer le problème de la hiérarchie dans la profession.

G. — A mon avis, il faut resserrer l'éventail hiérarchique.

P. — Il est beaucoup trop large. Nous ne sommes pas des ânes devant le nez desquels on agite une carotte ; nous ne dispensons pas un enseignement de plus ou moins bonne qualité selon notre désir d'accéder ou ce ne pas accéder à la classe exceptionnelle.

L. — A chacun selon ses besoins, ses responsabilités et sa qualification. Cependant que, pour des maîtres ayant les mêmes fonctions, l'ancienneté joue un rôle aussi grand, c'est inadmissible. Les instituteurs ne sont pas comme le bon vin : Tous ne s'améliorent pas en vieillissant !

B. — Nous touchons ici à la question de l'avancement au choix.

G. — C'est un système à supprimer. Il n'a aucun sens. Il faudrait plutôt sanctionner les mauvais maîtres par un retard dans leur avancement.

L. — Les observations des inspecteurs sont partielles et partiales. La note est absolument dépourvue de signification. C'est un système féodal. Evidemment, si le passage au choix était supprimé, l'autorité des inspecteurs serait nulle. La solution est que l'inspecteur retrouve son rôle de conseiller, et que le passage au choix (s'il doit absolument y en avoir un) soit le résultat d'une longue inspection avec un jury de plusieurs inspecteurs.

B. — Que pensez-vous du S.N.I., de son action ou de son inaction ?

P. — C'est un reflet fidèle de la masse des instituteurs.

L. — Son existence est évidemment indispensable, mais les dirigeants freinent les syndicats. On va encore constater à la Bourse du Travail en novembre, il faut rajouter les têtes.

B. — Quel rôle doivent jouer les minoritaires du S.N.I. ?

G. — Une minorité doit essayer de modifier la majorité, d'impulser l'action syndicale. Une minorité seule n'aurait pas de moyen d'action, elle doit donc travailler au sein du syndicat.

L. — Actuellement, les minorités ont le rôle traditionnel, dévoiler aux minorités l'opposition de sa majorité. Il faut dire que la situation de minoritaire est parfois confortable. On peut en effet s'installer dans la minorité à l'abri des critiques. Il y a une psychologie du minoritaire à tout crin.

P. — L'Ecole Emaniécée est la seule minorité valable, je suis d'accord sur ses positions syndicales. Je fais des réserves sur ses analyses politiques (trop d'idéalisme devient inquiétant).

B. — Que pensez-vous de la guerre d'Algérie ?

G. — Le but pour nous est clair : la dignité du peuple algérien.

P. — Remettez l'affaire dans les mains de l'O.N.U., qui pourra seule y organiser des élections « presque » libres. Ensuite, s'en laver les mains avec le savon de Ponce Pilate.

L. — Elle est absurde. Nos gouvernants ont, un siècle de retard. Mais cette guerre n'est pas « essentiellement » impopulaire.

(1) Notre camarade s'est désigné lui-même par l'initiale B.

Le gérant : P. LAMBERT.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY 53, rue de la Procession - Paris (15^e)